



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
cs 71354
68070 Mulhouse cedex 01

Mulhouse, le 27 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SALBER RECYCLAGES

GRAND ROMBACH
68160 Sainte-Croix-Aux-Mines

Références : 0006702063_2026-04-16_SALBER_VIIprévincendiePPC
Code AIOT : 0006702063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2026 dans l'établissement SALBER RECYCLAGES implanté 17 A GRAND ROMBACH 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. L'inspection a été annoncée le 02/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SALBER RECYCLAGES
- 17 A GRAND ROMBACH 68160 Sainte-Croix-aux-Mines
- Code AIOT : 0006702063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Salber Recyclage exerce une activité de formulation, de collecte, de recyclage de produits solvantés par distillation et de recyclage de produits en phase aqueuse.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

Références réglementaires :

- Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté Préfectoral N° 2014191-0019 du 10 juillet 2014 portant autorisation d'exploiter à la Société SALBER RECYCLAGE à SAINTE-CROIX-AUX-MINES, une activité de formulation, de collecte, de recyclage de produits solvantés par distillation et de recyclage de produits en phase aqueuse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
 - ◆ « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une

modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie – Point d'eau	Arrêté Préfectoral N° 2014191-0019 du 10/07/2014, article 7-2-4	Sans objet
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle n'a pas mis en évidence de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'Incendie
Prescription contrôlée : <i>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, [...] et facilement accessibles en toute circonstance.</i> <i>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...] conformément aux référentiels en vigueur.</i> <i>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</i> <i>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et</i>

<i>modalités sont formalisées dans une procédure.</i>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle a porté sur les extincteurs et les RIA. Il a été constaté que les équipements de défense contre l'incendie (extincteurs, RIA) sont en bon état, visibles et facilement accessibles à l'entrée de chaque bâtiment. L'exploitant a confié la vérification et la maintenance annuelle ainsi que les essais périodiques associés à ces équipements à un prestataire. L'inspectrice a également pu consulter le registre dans lequel sont consignés les dates et les modalités de ces contrôles (selon les règles APSAD) et les observations affiliées. L'exploitant a communiqué à l'inspectrice la copie des attestation de conformité pour l'incendie (Q4) au titre de l'année 2025 (réalisé le 25 octobre 2025).</p> <p>Ce constat n'appelle pas de remarque.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – Point d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral N° 2014191-0019 du 10 juillet 2014, article 7-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, [...]</i></p> <p><i>Notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours, [...];</i> • <i>D'un poteau d'incendie dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un poteau, ceux-ci sont distants entre eux de 150 mètres maximum. Le poteau incendie permet de fournir un débit de 54 m³/h sous un bar ;</i> • <i>De robinets d'incendies armés (RIA) disposés de telle sorte que tout foyer d'incendie puisse être attaqué par deux jets simultanément. Les RIA sont installés dans un délai de 3 mois à notification du présent arrêté ;</i> • <i>4 réserves d'émulseurs de 0,6 m³ chacune installées à l'entrée du site, pour être accessibles aux services de secours, et situés en dehors des zones d'effets létaux de l'incendie du bâtiment de stockage;</i> • <i>Un ensemble d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</i> <p><i>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant dispose d'une réserve d'eau disponible pour la lutte contre l'incendie permettant de disposer d'un débit total de 180 m³/h pendant une heure. Cette réserve d'eau est installée en accord avec les services de secours et d'incendie, est rendue accessible aux services de secours et d'incendie, et est aménagée de telle sorte que les services de secours puissent s'y raccorder.</i></p> <p><i>[...]</i></p> <p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la mise à disposition, pour les personnes présentes, d'un téléphone portable</p>

permettant d'alerter le service incendie et secours.

Le PDI contient un plan des locaux avec une description des dangers pour chaque local.

Le site dispose d'un poteau incendie privé, installé à la demande du service d'incendie et secours. La conformité aux normes en vigueur des prises de raccordement, son implantation ainsi que le débit sont contrôlés annuellement par les services de secours qui se sert du site pour ses exercices (le débit est de 90m³/h pendant une heure en octobre 2025).

Il a été constaté la présence de 7 RIA auxquels sont associées des réserves d'émulseurs de 0,6m³ chacun. Ils sont installés à l'entrée de chaque local, ainsi qu'à l'intérieur du local de stockage de telle sorte qu'ils permettent d'attaquer un incendie avec deux jets simultanément.

Le site dispose de 65 extincteurs à eau ou à poudre, répartis à l'intérieure et à l'entrée des bâtiments, et/ou à l'extérieure des bâtiments en fonction du risque. Ils sont bien visibles et accessibles.

L'exploitation dispose également d'une réserve d'eau situé à l'entrée de l'exploitation conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation. Son aménagement et son débit d'aspiration (de 180m³/h pendant une heure) est contrôlé annuellement par les pompiers.

Ce constat n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, [...];

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspectrice une copie de son Plan de Défense Incendie (PDI) mis à jour pour la visite d'inspection. L'inspectrice a constaté la présence des consignes suivantes au sein de ce document et affichées à l'entrée du bâtiment principal :

- L'interdiction d'apporter du feu, notamment l'interdiction de fumer dans l'ensemble du site ;
- Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation reliées aux alarmes ;
- Les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses avec la mise en place d'absorbant ;
- Les consignes d'extinction en début d'incendie ainsi que les consignes d'évacuation et de rassemblement des personnes lorsque l'incendie n'est plus maîtrisable par le personnel ;
- Le lieu et les consignes d'isolement du réseau de collecte afin de collecter les eaux d'extinction d'incendie ;
- La procédure d'alerte pour prévenir le service d'incendie et de secours ;
- L'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ce constat n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/07/2014, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'Incendie

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. [...]

L'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie sont confinés afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

[...] Ce volume est assuré par la mise en rétention du bâtiment de stockage H2/H4/H1/H3.

Constats :

Lors de la visite, l'inspectrice a constaté que la rétention des eaux d'extinctions incendie est constitué de l'intégralité du rez-de-chaussé du bâtiment principal (H1/H2/H3/H4) en béton fibré sur une hauteur de 1 mètre.

Les orifices d'écoulement du bâtiment principal sont en position fermée par défaut, tandis que celle des bâtiments annexe sont elles en position ouverte afin de s'écouler vers le bâtiment principal. Les eaux et écoulements sont acheminés de manières gravitaires pour les autres bâtiments par des évacuations en bout des rétentions de ces autres bâtiments.

L'ensemble de ce dispositif est couplé à une vanne d'obturation du réseau à l'entrée du site. La procédure de confinement est intégrée dans le PDI et représentée sur le plan de l'installation.

En cas d'incident ou d'incendie les effluents et eaux d'extinction collectés seront éliminés, par la société TREDI.

Le calcul du volume nécessaire est issu de l'étude de danger et a fait l'objet d'une codification dans l'arrêté d'autorisation de 2014, il n'y a aucune modification structurel depuis.

Ce constat n'appelle pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite